

GAZA Comment les accusations de génocide sont perçues en Israël

En Israël, le terme de « génocide » reste pensé par le prisme de la Shoah. Les voix qui s'élèvent contre cette lecture et les actes d'Israël à Gaza n'effacent pas la majorité qui soutient l'expulsion des Palestiniens.

CÉCILE LEMOINE
CORRESPONDANTE À JÉRUSALEM

Il y a d'abord eu la Cour internationale de justice et sa décision de janvier 2024 sur le « risque réel et imminent » d'un génocide à Gaza. Puis il y a eu Amnesty International et Human Rights Watch dont les rapports de décembre 2024 concluaient qu'Israël commettait un génocide contre les Palestiniens de Gaza. A chaque fois, ces accusations ont suscité la colère du gouvernement israélien – Yoav Gallant, le ministre de la Défense de l'époque, allant même jusqu'à qualifier ces accusations « d'antisémites » – mais surtout l'incompréhension des Juifs israéliens. Ce mot est chargé en Israël. Historiquement, émotionnellement. « La majorité des Juifs israéliens pensent le génocide à travers le référentiel de l'Holocauste », explique Amos Goldberg, professeur d'histoire de l'Holocauste à

l'Université hébraïque de Jérusalem. « Mais un génocide ne doit pas nécessairement ressembler à l'Holocauste pour être considéré comme tel. Chaque génocide est différent, et tous n'impliquent pas nécessairement le massacre de millions de personnes ou de tout un groupe. Cela est explicitement reconnu dans la convention de l'ONU sur le génocide de 1948. La manière dont l'Holocauste est enseigné en Israël et en Occident est, en ce sens, contre-productive. »

« Une prise de conscience dévastatrice »

« La majorité des Israéliens n'a pas de mémoire biologique de l'Holocauste », détaille Omer Bartov, professeur d'études sur l'Holocauste et le génocide à l'Université Brown. « Ce qu'ils en connaissent, c'est ce que l'Etat leur a inoculé : une solidarité, une identité, une peur existentielle de ce qui pourrait arriver à nouveau, une idée qu'il faut protéger l'Etat d'Israël. Le 7-October et sa comparaison immédiate avec la Shoah incarne parfaitement cette idée : le

“never again” est devenu une justification au massacre inconsidéré de Palestiniens. »

Ces deux chercheurs israéliens font partie des quelques spécialistes du domaine qui qualifient de « génocide » les actions d'Israël à Gaza. « Il faut vraiment être convaincu pour être capable d'affronter les arguments de sa propre société, de ses collègues... C'est une prise de conscience dévastatrice », soupire Amos Goldberg, qui a fait l'objet de lettres appelant à sa démission de l'université.

Un génocide s'accompagne toujours de déni – on ne veut pas se voir comme des criminels – et de négation : on nie l'humanité de l'autre

Amos Goldberg
Professeur d'histoire de l'Holocauste à l'Université hébraïque de Jérusalem

”

pés », note Sami Abu Shehadeh, historien et député arabe israélien. « Un génocide s'accompagne toujours de déni – on ne veut pas se voir comme des criminels – et de négation : on nie l'humanité de l'autre », expose Amos Goldberg. « La majorité des Juifs israéliens soutient aujourd'hui une politique qui

se situe entre le nettoyage ethnique et le génocide, mais à leurs yeux, il ne s'agit pas toujours d'un crime. »

La société israélienne est parcourue de tensions sur le sujet. Des voix se lèvent. Comme celles de ces 1.300 chercheurs et universitaires qui ont appelé à la fin de la guerre dans une lettre le 27 mai, invoquant un « effondrement moral » et « une litanie effroyable de crimes de guerre, et même de crimes contre l'humanité, tous commis de notre propre chef ». « Nous ne pouvons pas prétendre que nous ne savions pas. Nous sommes restés silencieux trop longtemps », écrit le groupe, qui a pris le nom de « Black Flag », une référence symbolique à l'histoire militaire d'Israël qui évoque un ordre immoral auquel les soldats doivent refuser d'obéir.

La frange libérale-démocrate inquiète

La rupture du cessez-le-feu par Israël en février, le lancement de l'opération de conquête « Chariots de Gédéon » mi-mai, les menaces de famine généralisée après deux mois de blocus, la perte de patience de la communauté internationale, et les lettres d'intellectuels appelant à nommer les actes par leur nom soucient désormais la frange libérale-démocrate de la société israélienne, inquiète de voir son pays devenir un « Etat paria ».

Ils étaient ainsi quelques dizaines, ce mardi 3 juin, à se tenir silencieusement devant la base Hatzor de l'armée de l'air israélienne. Sur les pancartes brandies par ces activistes : les visages des enfants de Gaza. Au moins 20.000 d'entre eux seraient morts sous les bombes israéliennes selon une estimation du gouvernement de Gaza. Les slogans en lettres capitales qui accompagnent les images crient : « Refusez de bombarder. »

Ces scènes, encore inimaginables il y a quelques mois, s'accompagnent d'une montée au créneau dans le vocabulaire. Moshe Ya'alon, ancien ministre de la Défense affilié au Likoud, a parlé de « nettoyage ethnique » en décembre 2024 pour qualifier les opérations à Gaza. Le député d'opposition Ya'ir Golan a accusé Israël de commettre des « crimes de guerre » en pleine interview radiophonique le 20 mai dernier. Depuis le mois d'avril 2025, les manifestations de Tel Aviv et Jérusalem ont vu apparaître des banderoles « Resist genocide », portées par des groupes anti-occupation.

82 % de soutien pour le « transfert » forcé

Une enquête, publiée le 28 mai par le professeur Tamir Sorek de l'Université d'Etat de Pennsylvanie, a cependant montré que 82 % des Juifs israéliens soutiennent le « transfert » des Gazaouis hors de l'enclave. « C'est terrible. Cela montre qu'une écrasante majorité ne voit pas ça comme un crime, ou comme moralement condamnable », souligne Amos Goldberg.

« Ce sondage est un signal d'alarme urgent : la situation peut encore empirer », juge Dahlia Scheindlin, sondeuse et spécialiste de l'opinion publique israélienne. « Les Israéliens juifs en sont venus à considérer les Palestiniens de Gaza comme synonymes du Hamas, le Hamas comme synonyme du 7-October, et les deux comme synonymes des nazis », poursuit l'analyste, avant de dresser un parallèle historique : « C'est ce type d'extrémisme, alimenté par les dirigeants, qui a attisé le racisme nationaliste serbe lors de l'éclatement de la Yougoslavie et qui a dégénéré en actes génocidaires contre les musulmans de Bosnie. » En filant la comparaison historique, Dahlia Scheindlin veut rester optimiste : « Les pires régimes et les pires guerres de l'histoire récente ont fini par donner naissance à certains des pays les plus pacifiques, prospères, coopératifs et productifs du monde. » Les leaders de ce changement manquent toujours à l'appel.

L'inquiétude monte en Israël de voir le pays devenir un « Etat paria ». © REUTERS.

